

Procès-verbal du conseil d'administration

du 26 novembre 2024

Ordre du jour

- Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 4 juillet 2024

I. Actualités

- Actualités de l'établissement
- Conjoncture hydraulique

II. Décisions budgétaires

- Budget rectificatif 2024 n° 2 (*délibération*)
- Budget initial 2025 (*délibération*)
- Interventions (*délibération*)

III. Stratégie de l'établissement

- Évaluation du CT Cadre 2020-2025 (*délibération*)
- Convention-cadre avec la Safer Nouvelle-Aquitaine (*information*)
- Animation des MAEC 2025 (*information*)
- Appels à projets des PAEC Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire 2025 (*délibération*)
- Conventions annuelles 2025 d'animation Natura 2000 (*délibération*)

IV. Fonctionnement de l'établissement

- Mise en place des bulletins de salaire dématérialisés (*délibération*)
- Questions diverses
- Calendrier des prochaines réunions

Établissement public du Marais poitevin

Conseil d'administration du 26 novembre 2024

Procès-verbal

Madame Emmanuelle Dubée (00.00.16), préfète des Deux-Sèvres et présidente de la réunion, introduit la 40^e session du CA. Le quorum est atteint. La bienvenue est souhaitée à Monsieur Philippe Gouteyron l'adjoint à la sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques. Il remplace Madame Métayer au sein du CA en tant que commissaire du Gouvernement. La préfète prie Monsieur Gouteyron de transmettre à sa prédécesseuse les remerciements des administrateurs pour sa participation constante, efficace, rigoureuse et entière aux séances. Cette dernière a servi de relais indispensable entre le CA et les instances parisiennes lorsque leur assistance était nécessaire.

Monsieur Philippe Gouteyron (00.01.53) est heureux de faire partie du CA. Il exerce ses fonctions au sein de la direction de l'eau et de la biodiversité depuis six mois. Il avait été le directeur de la planification et de la surveillance de l'état des eaux de l'agence de l'eau de Bretagne. Avant cela, il avait œuvré en accompagnement des collectivités dans la gestion de l'environnement et l'aménagement du territoire.

Madame Emmanuelle Dubée (00.02.28) attire l'attention sur le profond remaniement de l'équipe de l'EPMP. Ceux qui ont quitté ce bel établissement sont chaleureusement remerciés pour leur contribution. Ceux qui l'intègrent sont les bienvenus. Ils sont assurés d'y trouver un travail gratifiant, car, outre la qualité des actions menées, l'ambiance au sein de l'Établissement est particulière, du fait notamment des compétences de son CA. Les recrutements rapides qui ont été effectués dans le cadre de ce renouvellement important et critique sont louables.

La signature, au début de l'été, du contrat d'objectifs et de performance 2023-2025 est une bonne nouvelle. Ce contrat qui lie l'établissement à l'État fixe les objectifs et la trajectoire de l'EPMP. Il est consultable en ligne.

Il est important de dire que, le 9 juillet dernier, le tribunal administratif de Poitiers a annulé l'AUP2 (autorisation unique de prélèvement) en vigueur. Cette annulation affectera fortement l'ensemble de la profession agricole irrigante. L'EPMP, lui, devait, dans des délais très courts, préparer un plan annuel de répartition (PAR) pour l'été (les basses eaux). Il travaille sur le PAR de la période hivernale (les hautes eaux). L'EPMP s'est efficacement mobilisé à un moment de l'année où réunir toutes les ressources nécessaires est particulièrement difficile. Les services de l'État ont également contribué à l'élaboration du PAR dans les délais les plus brefs possible. Le 10 septembre 2024, l'appel que le ministère a fait de la décision administrative a été déposé auprès de la Cour administrative d'appel de Bordeaux. Le ministère a également déposé une demande de sursis à exécution, argumentant l'impact économique de la décision du tribunal de Poitiers pour les irrigants concernés. Les réponses des tribunaux de Poitiers et de Bordeaux sont attendues.

La mobilisation nationale du monde agricole a repris. En Deux-Sèvres, cette mobilisation a été respectueuse des biens et des personnes. Les prochaines échéances électorales au sein des chambres d'agriculture et le devoir de neutralité de la préfète lui interdisent de commenter longuement la mobilisation. Les chambres représentées dans l'EPMP ont le droit de s'exprimer quant aux revendications portées dans la mesure où celles-ci ont un lien avec l'objet du CA.

En Vendée, l'incendie criminel des engins de chantier d'une entreprise de construction qui intervient dans la création des réserves de substitution fait l'objet d'une enquête. Il a été revendiqué anonymement. Ses auteurs menacent toute entreprise qui interviendrait dans le chantier de ces réserves

de substitution. Au nom de l'État, la préfète et le préfet de La Vendée condamnent fermement cet acte et les menaces proférées. Les raisons qui motivent de tels actes criminels militent pour des échanges constructifs, des présentations scientifiquement fondées, un dialogue sain, serein et respectueux du droit, au sein du CA en dépit des divergences d'opinions.

La préfète invite les administrateurs à lui faire part des questions diverses qu'ils voudraient voir traiter dans la dernière partie de la session.

Monsieur Yves Le Quellec (00.11.52) demande que soient de nouveau abordés les dossiers de drainage en Charente-Maritime. Quelles sont les suites de cet ancien contentieux ?

Madame Emmanuelle Dubée (00.12.28) prend note de la volonté de Monsieur Le Quellec. Elle propose également que le projet *Life Maraisilience* fasse l'objet d'une brève présentation par le président du Parc naturel régional (PNR) du Marais poitevin lors de la séquence des questions diverses.

Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 4 juillet 2024

Monsieur François-Marie Pellerin (00.14.09) propose de supprimer, en page 6 du procès-verbal, la répétition de l'expression « d'une manière ou d'une autre » qu'il a employée. Dans cette même page, la mention « *la chambre d'agriculture* » doit remplacer « *la chambre de culture* ». À la page 14, la transcription de la réponse de Monsieur Pellerin à la proposition de Monsieur Porcher devrait être introduite par l'expression « *il ajoute que* », et non par « *il intervient en disant que* ».

Madame Emmanuelle Dubée (00.15.59) met aux voix le procès-verbal étant entendu que les corrections demandées par Monsieur Pellerin y seront apportées. Les administrateurs présents et représentés adoptent à l'unanimité le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 4 juillet 2024.

Actualités

Actualités de l'établissement

Monsieur François Geay (00.16.17) et son équipe structureront leurs présentations au moyen de diapositives.

Les affaires internes – la reconstitution de l'équipe de l'EPMP

Trois collaborateurs clés ont quitté l'établissement au mois de juin 2024. L'EPMP a un plafond d'emploi de 9 ETP (équivalent temps plein) qui sont toujours regroupés dans trois pôles que sont :

- Le pôle gestion quantitative de l'eau - organisme public de gestion collective (UGC),
- Le pôle biodiversité et niveaux d'eau,
- Le pôle support (administration et systèmes d'information).

Depuis le 15 septembre dernier, un nouvel hydrologue et hydrogéologue est en poste. Un chargé de mission de gestion quantitative a également été recruté en remplacement de Madame Le Gourriec, qui a pris ses nouvelles fonctions au sein du pôle biodiversité. Celle-ci travaillera au montage d'importants projets, tels les projets agroenvironnementaux et climatiques ainsi que Natura 2000. Les départs de l'été ont également été l'occasion d'opérer une redistribution des dossiers. Au-delà de leurs missions actuelles, Madame Marie Thimoléon animera le dossier stratégie foncière et Monsieur Arthur Boidron, le contrat territorial cadre. Cet important contrat pour l'EPMP et tous ses partenaires fera, l'an prochain, l'objet d'un bilan évaluatif préalable à la reprogrammation en 2026, sous forme d'un accord territorial. Arrivée au début du mois d'août dernier, Madame Marion Dulieu reprend les missions d'administration des systèmes d'information de l'EPMP. Elle reprend aussi l'accompagnement de l'observatoire des pratiques agricoles du protocole d'accord deux-sévrien et le pilotage de l'observatoire des sources de débordement. Tous ces nouveaux arrivants ont fait preuve de remarquables capacités

d'intégration. Les collaborateurs déjà présents ont été à la hauteur de la tradition d'accueil propre à l'établissement.

L'annulation par le tribunal administratif de Poitiers de l'AUP2 :

Le PAR estival révisé a été publié, tandis que le projet de PAR hivernal révisé est élaboré et sera prochainement soumis à avis des instances consultatives : commission spécialisée pour la répartition des prélèvements le 6 décembre 2024, puis conseil d'administration. Une première partie de l'astreinte a été liquidée et payée, dans la mesure où les réponses apportées au tribunal ne l'ont pas été dans les délais demandée (période du 24 juillet au 8 octobre). En ce moment même, une audience au tribunal administratif de Poitiers prononce une nouvelle liquidation de l'astreinte pour la période du 9 octobre au 26 novembre, qui devrait s'élever à 25 500 euros.

Autres actions en cours

Le suivi des études HMUC sur le bassin du Lay et de la Vendée se poursuit. Les démarches du PTGE (projet de territoire pour la gestion de l'eau) sont relancées pour la Sèvre niortaise amont et le Mignon.

L'évolution de l'observatoire des pratiques agricoles

Cet outil subira une importante refonte afin d'y sécuriser la collecte des données. Une présentation détaillée du nouvel observatoire pourrait sans doute être programmée pour la réunion du CA de mars 2025. Toutefois, une nouvelle version dudit observatoire sera probablement en ligne dès la fin de la semaine du 25 novembre 2024.

L'observatoire des sources de bordure du Marais poitevin

Une réunion d'harmonisation de la collecte des données par les partenaires se tiendra prochainement. L'outil de collecte a été modernisé. La valorisation de ces données est étudiée.

Le bilan évaluatif du contrat territorial cadre

Plusieurs réunions du comité technique ont eu lieu afin de compléter le projet de cahier des charges techniques ; un comité de pilotage a été réuni pour valider les orientations de ce document qui est soumis à validation ce jour par le CA.

Les règles de la gestion de l'eau

Les biefs importants de Bazoin et de Carreau d'Or ne disposent actuellement pas de règlement d'eau. Deux projets de fuseau de gestion pour un règlement sur ces deux biefs ont été préparés avec le concours des services de l'État. Ils seront présentés lors d'une réunion du groupe de travail dédié prévue le 12 décembre 2024.

Les suivis agricole et floristique des marais de Nuillé-Anais en lien avec la mise en œuvre du règlement d'eau du Curé et de l'arrêté de protection de biotope est en cours d'élaboration.

L'animation foncière

Des parcelles de terrains acquises sur Triaize et reconverties en prairies sont en cours de rétrocession. Cette opération sera présentée en détail lors de la réunion de mars 2025. Une page web actualisée consacrée à l'action de l'Établissement en matière foncière est désormais consultable sur son site.

La bancarisation des données sur la qualité de l'eau

L'Établissement commencera prochainement à verser ses données dans la base dédiée de l'Agence de l'eau.

La mise à jour des atlas « échelles et sondes »

Un collaborateur recruté en CDD aide à préparer cette mise à jour et un nouveau marché de renouvellement dans ce domaine.

La communication

Une collaboratrice en CDD aide pareillement à vulgariser les résultats scientifiques importants, mais complexes, du suivi de l'évaluation de la diversité.

Des collaborateurs de l'établissement sont également intervenus lors de voyages de découverte et de formation, ainsi qu'à la journée des élus du PNR. Le 27 novembre 2024, une promotion d'élèves ingénieurs de troisième année d'AgroParisTech sera reçue à la réserve de la Vacherie.

La densité de l'actualité jumelée au renouvellement de l'équipe a laissé quelques dossiers en souffrance. Ces dossiers incluent le plan d'action pour la généralisation de la télérelève, le partage de l'eau, l'Observatoire des prairies dans le cadre de l'évaluation des effets des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC surfaciques).

Madame Emmanuelle Dubée (00.35.16) remercie le directeur de l'établissement pour son honnêteté, sur l'évocation de certains dossiers en souffrance.

Monsieur Yves Le Quellec (00.36.58) salue l'engagement renouvelé des équipes. Les notes de présentation fournies sont très claires. Le report, dans le budget rectificatif, de certaines opérations avait suscité quelques inquiétudes que la présentation a levées. L'équipe semble néanmoins petite face à la charge de travail existante. Le commissaire du Gouvernement peut-il éclairer le CA quant au type d'aide envisageable pour que l'établissement puisse pleinement remplir les missions auxquelles les administrateurs sont, dans leur ensemble, attachés ?

Monsieur Philippe Gouteyron (00.39.17) juge nécessaire de procéder à une analyse dossier par dossier. Pour ce qui est du partage de l'eau et de la télérelève, des investigations sont en cours. Des start-up d'État ou d'autres dispositifs pourraient servir d'appui comme indiqué.

Madame Emmanuelle Dubée (00.39.59) propose d'aborder ces besoins d'appui lors de la discussion budgétaire. La COP avait permis à l'établissement de disposer d'un appui supplémentaire. Par ailleurs, l'établissement est plutôt épargné dans un contexte de restrictions budgétaires.

Conjoncture hydraulique

Monsieur Kévin Ritz (00.41.51) explique que la conjoncture météorologique, hydrologique et hydraulique s'appuie principalement sur les données fournies par Météo France, le SIEMP (système d'information de l'eau du Marais poitevin), Vendée Eau, la COP de l'eau, le Conseil départemental de la Vendée, les DREAL, etc.

La pluviométrie

La période analysée court de décembre 2023 au 22 novembre 2024. Au cours de cette période, la pluviométrie a été de 16 % excédentaire aux moyennes annuelles des 30 dernières années. Les mois de février, mars, mai, septembre et octobre 2024 ont été particulièrement excédentaires. En revanche, juillet et novembre 2024 ont été déficitaires. En novembre, la pluviométrie est estimée à 50% de la normale. Depuis juillet 2024, le cumul de 298 mm fait de cette année la septième édition la plus pluvieuse des 25 dernières années.

Le contexte hydrogéologique

L'aquifère du Dogger sous le piézomètre de Longeville a connu un niveau de nappe très élevé en comparaison des autres années. Après le niveau très élevé du début d'année, un étiage peu sévère a été atteint entre la fin du mois d'août et la mi-septembre 2024. Une recharge importante et atypique a eu lieu de la mi-septembre à la mi-octobre. Depuis, une vidange s'opère. La plupart des indicateurs

indiquent un niveau piézométrique supérieur aux seuils fixés par les services d'alerte de l'État. À Saint-Aubin-la-Plaine et à Niort, l'aquifère présente une tendance similaire. À Forges, bien qu'étant supérieure à la quinquennale humide, la nappe a franchi le seuil de crise en matière de décrue. La situation reste néanmoins sereine.

Concernant les stations hydrométriques gérées par les DREAL, la station du Lay située à Mareuil-sur-Lay-Dissais a enregistré un niveau de nappe supérieur au niveau médian tout au long de l'année. En revanche, l'étiage a été quelque peu sévère. Le 15 octobre 2024, un pic du débit du Lay a été enregistré. Il était supérieur à 100 m³ par seconde. Ce débit a ensuite baissé jusqu'au 15 novembre. Toutefois, les eaux de surface étant dans des compartiments bien plus réactifs que les eaux souterraines, une récente remontée des débits a été constatée.

La station de la Sèvre niortaise a enregistré des données semblables à celle de Mareuil-sur-Lay-Dissais. Le seuil de vigilance n'a été franchi que très ponctuellement à la mi-septembre dernière.

S'agissant des canaux et des différents biefs du Marais, la Pépière, à l'extrême ouest du territoire, dispose d'une gestion supérieure à la cote objectif. La cote plafond a parfois été franchie sans que les cotes d'alerte soient atteintes. Cependant, depuis la mi-novembre, le secteur se rapproche de la cote plancher.

Les constats précédents ont été faits à la Bonde du Coteau dans le secteur de Chaillé-les-Marais. La cote plafond a régulièrement été franchie. Le niveau de l'eau a été satisfaisant tout au long de l'année.

La station de Damvix a enregistré une très haute cote pendant une bonne partie de l'année. Cette cote est semblable aux données des années précédentes. L'étiage était supérieur au niveau de gestion.

L'écluse d'Andilly présente une situation plus contrastée. Ses niveaux sont proches de la cote objectif. L'étiage et la cote plafond ont été franchis à plusieurs reprises. La cote du canal est à ce jour relativement faible – elle est de l'ordre de la cote plancher, à quelques centimètres près. Après les épisodes pluvieux intenses de la mi-octobre 2024, le niveau du canal a été considérablement abaissé afin de vidanger les casiers inondés. Il est fort probable que le franchissement de la mi-novembre résulte des fortes pluies qui avaient été annoncées.

La passerelle Pierre-Métails à Champagné-les-Marais a connu une gestion proche des cotes plafond dans la première partie de l'année et une autre proche de la cote plancher sans toutefois la franchir, lors de l'étiage. La situation du canal n'est pas problématique, elle reste dans le fuseau de gestion pendant l'étiage comme en hiver.

La station du Pont-aux-Chèvres fait l'objet du même constat que l'écluse d'Andilly. En revanche, ces derniers jours, la tendance de la cote est haussière.

Concernant les réserves de substitution dans le Marais poitevin, cette année voit la mise en service de trois nouvelles réserves : deux réserves dans le secteur du Mignon et de la Courance et une première réserve dans le secteur de la Sèvre niortaise : Sainte-Soline.

La situation actuelle est très favorable au remplissage des réserves de la Vendée, du Lay et des Autizes. Ces réserves n'étaient pas entièrement vides en fin d'étiage. Le remplissage des réserves de Mignon-Courance et de la Sèvre niortaise a également démarré depuis le début du mois de novembre 2024. Il y a eu quelques interruptions très ponctuelles en Sèvre niortaise. La situation climatique laisse présager la poursuite du remplissage.

Les barrages : Leur niveau est tout à fait satisfaisant. Il y a un bon niveau de remplissage sur le Lay et la Sèvre niortaise. Celui de la Vendée est plus faible dans le cadre de la gestion des crues du barrage du complexe de Mervent.

Les prévisions météorologiques

Les températures des 10 à 15 prochains jours devraient être relativement hautes. Les précipitations cumulées devraient être plutôt faibles. Des pluies significatives sont espérées en décembre 2024 pour qu'une recharge satisfaisante ait lieu.

Monsieur James Gandrieau (01.02.51) affirme que la faible pluviométrie de novembre 2024 était espérée par plusieurs secteurs d'activité. Les faibles fluctuations sont un bon signe, car l'intensité des fluctuations influe la gestion des évacuations par le territoire. Bien qu'il soit utile d'observer les cotes basses, les plus élevées doivent également être scrutées.

Une partie des barrages a dû être vidée pour atteindre la cote de gestion des crues en octobre dernier. Cette vidange représentait une ou deux fois la capacité du barrage du complexe de Mervent. Il est surprenant que l'on s'attende à ce que les bas niveaux de ce barrage permettent de stopper une crue. En réalité, le barrage de Mervent ne peut capter que 30 à 40 % de l'eau du bassin de la Vendée. Les orientations prises devraient être en phase avec les réalités.

La baisse de la cote du bassin du Lay répond à un besoin de la conchyliculture qui voulait pouvoir disposer d'un maximum d'eau salée. Il s'agit là d'un exemple de la manière dont les besoins des agriculteurs peuvent orienter la gestion des eaux.

Madame Emmanuelle Dubée (01.06.02) remercie Monsieur Gandrieau pour ces rappels utiles. La présentation de l'hydrogéologie est une photo de la cote des eaux à un moment donné, sans qu'un jugement de valeur soit porté contre les choix de gestion. S'agissant de la conchyliculture, le préfet de région a saisi l'Association des maires de France (AMF) pour qu'un représentant des maires du Littoral puisse siéger dans le CA.

Cette demande ne remet pas en cause les compétences des administrateurs qui sont des élus locaux. Elle veut simplement permettre que des demandes spécifiques qui peuvent éclairer les choix de gestion des décideurs soient mieux formulées. Les administrateurs qui sont également des élus locaux peuvent donc concourir à ce que l'AMF, qui n'a pas répondu à la lettre du préfet de région, accède à sa demande.

Bien que l'année 2024 soit au bilan une année humide, son été a été particulièrement sec. Cette situation prouve qu'un changement climatique est en cours. Il appartient au CA de réfléchir aux façons de limiter ce changement et ses effets dans la mesure du possible.

Décisions budgétaires

Budget rectificatif 2024 n° 2 (délibération)

Monsieur François Geay (01.11.17) annonce que sa présentation se concentrera sur les tableaux d'autorisation budgétaire, d'équilibre financier et de situation patrimoniale sur lequel l'avis du CA doit être recueilli. Le budget rectificatif 2024 n° 2 a connu des évolutions qui ont été calculées à partir des éléments du budget rectificatif n°1 validé lors de la réunion du 4 juillet 2024.

Les dépenses

La masse salariale a été révisée à hauteur de 694 000 euros à la faveur des remplacements évoqués précédemment. Ceux-ci ont vu arriver des collaborateurs plus jeunes et moins expérimentés. Des fractions d'ETP permises par les collaborateurs travaillant à temps partiel ou les périodes de vacance de poste, ont permis des recrutements de contractuels à durée déterminée sur le 4^e trimestre.

Les charges de fonctionnement de l'établissement voient les autorisations d'engagement baisser de 189 000 euros et les crédits de paiement de 114 000 euros. La baisse des crédits de paiement est due à la non-conduite d'importants chantiers au second semestre 2024. Les dépenses d'intervention font l'objet d'un nouveau dossier qui va être présenté aux administrateurs. Les opérations d'accompagnement menées dans le cadre des contrats de marais portent les autorisations d'engagement à 110 000 euros et les crédits de paiement à 240 000 euros.

Les investissements ont eux aussi été revus à la baisse. Ils seront légèrement inférieurs à 20 000 euros, principalement en lien avec le report du renouvellement du serveur informatique de l'établissement.

Les recettes

Les recettes globalisées ont été marginalement rehaussées d'un peu moins de 10 000 euros. Un complément de la contribution annuelle de l'Agence de l'eau et une subvention complémentaire perçue pour l'animation des MAEC 2023 sont à l'origine de cette hausse.

Au final, la prévision de solde budgétaire est nettement améliorée par des dépenses abaissées et des recettes stables. L'amélioration est de 140 000 euros. Toutefois, le solde de l'année 2024 reste déficitaire de 230 000 euros.

L'équilibre financier

La trésorerie s'améliore de 150 000 euros.

Le déficit prévisionnel diminue de 120 000 euros en raison des reports de chantiers et des ajustements évoqués. Il est désormais de 134 000 euros.

La capacité d'autofinancement s'améliore de 120 000, mais elle est toujours inférieure de 84 000 euros au **besoin en fonds de roulement**. Le fonds de roulement est donc réduit de 127 000 euros, ce qui est deux fois moindre que la réduction présentée dans le premier budget rectificatif n°1. **Le solde prévisionnel de trésorerie** s'est amélioré pour couvrir cinq mois et demi de dépenses globales de l'établissement.

Monsieur James Gandrieau (01.18.32) rappelle que la dernière réunion du CA avait voté 96 000 euros de budget en plus. Monsieur Gouteyron se souvient certainement qu'il y a deux ou trois ans, la poursuite du financement de l'EPMP par le Gouvernement était envisagée. L'Agence de l'eau verse 50 % des recettes de l'EPMP. Les 96 000 euros de budget votés seraient préservés de la ponction qu'opérera la loi des finances. Les agences de l'eau ont besoin d'argent pour fonctionner. Les participations des organismes devraient, par conséquent, augmenter. Le commissaire du Gouvernement est prié de transmettre cette doléance à l'organisme de tutelle de l'Agence de l'eau afin qu'elle finance un peu plus l'EPMP.

Monsieur Philippe Gouteyron (01.20.10) propose de répondre à la demande de Monsieur Gandrieau lors de la présentation du budget de 2025.

Madame Emmanuelle Dubée (01.20.11) met aux voix le budget rectificatif de 2024. Les administrateurs présents approuvent le budget rectificatif de 2024.

Budget initial 2025 (délibération)

Monsieur François Geay (01.20.44) rappelle que l'avis du CA doit être recueilli sur les tableaux d'autorisation budgétaire, d'équilibre financier et de situation patrimoniale. Le budget initial de 2024 a connu des évolutions qui ont été calculées à partir des éléments du budget rectificatif n° 2 de 2024 qui vient d'être présenté.

Les dépenses

La masse salariale est prévue à 700 000 euros. Elle est inférieure au budget initial de 2024 en raison des remplacements évoqués précédemment. Des charges et des pensions civiles y sont incluses à hauteur de 95 000 euros.

Les charges de fonctionnement de l'établissement voient les autorisations d'engagement s'établir à 400 000 euros et les crédits de paiement à 70 000 euros. Ces augmentations notables correspondent à la réintégration des chantiers non conduits en 2024. Il s'agit de l'étude préalable à la généralisation de

la télétransmission des index des compteurs d'eau, du lancement du marché de remplacement des échelles. En outre, une réflexion a été initiée pour développer une nouvelle interface du SIEMP qui associerait des données qualitatives de l'eau aux données quantitatives qui y sont actuellement présentées. La maintenance du SIEMP est incluse dans le budget, tout comme la poursuite de l'Observatoire des sources de bordure. Sur le volet biodiversité, les nouveaux engagements concernent le lancement d'un observatoire des prairies, ainsi que le maintien des missions de l'EPMP relatives au suivi-évaluation de la biodiversité, l'animation N2000 et des MAEC, l'observatoire des pratiques agricoles du protocole d'accord 79, l'animation foncière, l'animation et l'accompagnement des contrats de marais et des règlements d'eau, ainsi que le suivi agricole de la vallée du Curé. À cela s'ajoute quelques dépenses de communication, en partenariat avec le PNR, en particulier sur les premiers résultats de l'étude scientifique des facteurs de biodiversité. Pour finir, les charges de fonctionnement interne de l'établissement sont prévues en hausse de 1,7%, soit moins de 3 000 € en 2025 (pour un montant de 155 630 €).

Les dépenses d'intervention sur fonds propres augmentent de quasiment 26 000 euros. Les autorisations d'engagement croissent tandis que les crédits de paiement baissent de 67 000 euros.

Les investissements augmentent de 28 000 euros pour se porter à environ 70 000 euros. Ils permettraient de renouveler des sondes dans le Marais ainsi que du matériel informatique. Dans un souci d'économie, l'établissement réfléchit à une solution autre que le renouvellement de son serveur informatique. En revanche, l'acquisition d'un logiciel de cartographie automatique est souhaitée pour une présentation plus dynamique des travaux de l'Observatoire des pratiques agricoles.

Les recettes

Celles-ci sont stables. La baisse de 98 000 euros de certaines d'entre elles correspond à des prévisions relatives à l'activité de l'UGC, dont la collecte des recettes a subi un report significatif. Le réajustement s'opérera néanmoins au cours de l'année 2025.

Au final, **le solde budgétaire** prévu est négatif de 331 000 euros. Cette prévision part du principe que tous les chantiers seront menés à bien. Néanmoins, l'établissement s'efforcera de réaliser des économies dans la conduite de certains d'entre eux.

L'équilibre financier

Le budget des acquisitions foncières est ambitieux. Il est de 100 000 euros sans que des recettes particulières lui soient associées. **La trésorerie** baisserait de 431 000 euros. Le fonds de roulement devrait fournir 607 000 euros pour satisfaire les 176 000 euros de besoin de trésorerie.

Les charges prévisionnelles étant en hausse de 178 000 euros, les produits restant stables à 1,83 million d'euros, malgré une perte prévisionnelle de 312 000 euros, **la capacité d'autofinancement** serait insuffisante de 262 000 euros. **Le fonds de roulement** serait d'environ 800 000 euros.

Le solde prévisionnel de trésorerie serait de 615 000 euros à la fin de l'année 2025, de quoi couvrir l'équivalent de quatre mois de dépenses globales de l'établissement.

Monsieur Éric Porcher (01.29.26) s'enquiert du budget qui financera les astreintes à verser à la suite de la décision du tribunal de Poitiers.

Monsieur François Geay (01.29.51) répond que 6 100 euros d'astreintes ont déjà été versés au début du mois d'octobre dernier. Le rapporteur public a requis 25 500 euros supplémentaires pour des retards de la présentation de l'exécution du jugement. Si ces dépenses figurent dans le budget des dépenses de l'EPMP, elles ne sont pas enregistrées dans la comptabilité distincte de l'OUGC. L'EPMP prend donc à sa charge, dans son fonctionnement, ces astreintes. Une victoire en appel permettrait d'espérer récupérer ces sommes. La contrôlease budgétaire régionale a demandé à l'établissement de prendre très au sérieux ces astreintes afin de les limiter. Le directeur de l'EPMP n'a de cesse d'assurer le magistrat chargé du

dossier, de l'exécution de la décision du tribunal de Poitiers malgré la procédure d'appel. En revanche, les délais imposés par le juge ne sont pas tenables.

Madame Emmanuelle Dubée (01.32.30) précise que le paiement des astreintes n'affecte pas le bon fonctionnement de l'EPMP

Madame Mélanie Dupouy-Labat (01.32.59) attire l'attention des administrateurs sur le fait que, bien supérieur au matelas prudentiel, le fonds de roulement de l'établissement est propice aux investissements.

Le budget initial de 2025 est déficitaire. En dépit des restrictions budgétaires en cours, le contrôle budgétaire préconise à tous les opérateurs de tout faire pour tendre vers l'équilibre. La politique de l'établissement est considérée comme prioritaire. Elle bénéficie de ce fait d'arbitrages plus favorables que plusieurs autres.

Madame Emmanuelle Dubée (01.34.21) souligne l'utilité des éléments de comparaison donnés par Madame Dupouy-Labat pour se faire une idée de la quantité de fonds de roulement nécessaire à un établissement public.

Monsieur Philippe Gouteyron (01.35.47) explique que, même si le PLF (projet de loi de finances) de 2025 n'est pas encore adopté, un amendement du Gouvernement prévoit de prélever 130 millions d'euros sur la trésorerie de l'ensemble des agences de l'eau. Tous les ministères et opérateurs sont ainsi sollicités pour réduire le déficit public de 5 %. La répartition du prélèvement par bassin n'est pas encore établie. Toutefois, la trésorerie plutôt exemplaire de l'agence de l'eau locale réduirait l'impact du prélèvement. Il est peu probable que le million d'euros de recettes prévu pour 2025 soit gravement menacé. La norme est de conserver une trésorerie équivalente à un ou deux mois de dépenses globales de fonctionnement. Cette norme a servi de base au calcul des 130 millions d'euros de prélèvement prévus par l'amendement gouvernemental. L'établissement dispose d'une réserve de cinq à six mois de fonctionnement. En outre, le PLF de 2025 prévoit des réductions d'effectif.

Madame Emmanuelle Dubée (01.37.41) constate que l'État assume sa part de responsabilité dans les mesures nécessaires à la réduction du déficit public.

Les administrateurs présents approuvent le budget initial de 2025.

Interventions (délibération)

Monsieur François Geay (01.38.31) propose la programmation de cinq dossiers d'un montant total de 110 400 euros pour lesquels le financement de l'EPMP s'élève à 48 553 euros. Il s'agit de :

- Deux projets portés par la ASA du marais du Mouillepied, par les marais du Gros Aubier, du Devant et des Taures. Le premier projet de 5 499 euros a trait à l'entretien de quatre fossés sur quelque 1 690 mètres linéaires. L'EPMP le finance à 32 %. Le second projet de 8 844 euros a trait à la rénovation du clapet du petit logis de la maçonnerie de la bonde de Mouillepied. L'EPMP le finance à 80 %.
- Un projet porté par la Fédération de la pêche de la Vendée dans le cadre du contrat du marais de Nalliers, Mouzeuil, Le Langon, Sainte-Gemme, consistant en la reconnexion de 3 baisses (marais David, Chaunaie, baisse du fossé de Booth de l'Homme) favorables au frai du brochet ; le coût total d'aménagement est 9 593 € cofinancé à 80% par l'EPMP.
- du projet porté par l'ASA des Grands marais de Triaize, consistant en la rénovation des antolles de Richebonne et du communal des Magnils-Reigniers, ainsi que l'entretien d'environ 7000 ml de tertiaires privés sur le compartiment de la Dune et du Bourdeau ; ces travaux qui doivent conduire à une amélioration de l'étanchéité du compartiment de la dune, la circulation hydraulique, et des conditions d'élevage, sont estimés à 26 767 € cofinancés à 55% par l'EPMP.
- Enfin, le syndicat des marais de la Brie et de la Pénissière porte le projet, inscrit dans leur contrat de marais, de modernisation de l'ouvrage du Cloubouet et des Portes à la Mer, afin d'en

faciliter la manœuvre et pour le second de pouvoir le faire à distance ; le coût total de l'opération de 57 784 € est cofinancé à 25% par l'EPMP.

Pour rappel, les taux de subvention pour l'EPMP dépendant des coûts minimum et des taux de subventions permis par la nomenclature d'intervention de l'agence de l'eau.

En cas de vote favorable sur ces 5 opérations, la ligne budgétaire des interventions sur fonds propres en 2024 pourra être ramenée à 110 400 € dans le BR2 (au lieu de 150 k€ inscrits au BR1).

Monsieur François-Marie Pellerin (01.42.08) espère que tout a été fait pour assurer la continuité et la transparence des migrateurs dans le cadre des travaux du canal de la Brie.

Madame Marie Thimoléon indique que les travaux prévus sont circonscrits à la motorisation des ouvrages. La vanne n'est pas concernée.

Monsieur Mélaine Aucante (01.43.19) de l'agence de l'eau Loire-Bretagne évoque l'élaboration du 12^e programme de l'Agence de l'eau, dont le CA a voté les modalités le 14 novembre dernier. Le plancher d'aide pour les travaux est passé de 8 000 à 10 000 euros hors taxes. Les dossiers présentés ont déjà fait l'objet d'une demande d'aide. La demande pour les autres dossiers devra être faite avant le 31 mars 2025. Aucun devis ne doit être signé avant le dépôt des demandes.

Monsieur James Gandrieau (01.45.37) prie les autres administrateurs de bien lire les aides qui leur ont été présentées lors de la dernière réunion du CA, car leurs taux ont subi des modifications.

Madame Emmanuelle Dubée (01.46.35) souligne l'importance du conseil de Monsieur Gandrieau, car ces changements impacteront les porteurs de projet. La nouvelle programmation adoptée par l'Agence de l'eau doit être bien connue, tant son apport financier est important pour l'EPMP.

Monsieur Mélaine Aucante (01.48.11) annonce des forums de présentation du 12^e programme de l'Agence. L'un d'eux se tiendra à Poitiers le 16 janvier 2025, un autre à Angers le 15 janvier. Au début du mois de février 2025, des webinaires techniques seront organisés sur les thématiques du programme. La plateforme *Rivage*, pour le dépôt des aides en ligne, fournira également des renseignements.

Madame Emmanuelle Dubée (01.50.12) met aux voix la liste des interventions prévues. Les administrateurs présents approuvent la liste des interventions prévues. À des fins pédagogiques, elle indique qu'il serait utile que l'établissement annexe une cartographie des travaux ou opérations menés ou accompagnés par l'EPMP à son rapport d'activité annuel.

Stratégie de l'établissement

Évaluation du CT Cadre 2020-2025 (délibération)

Monsieur François Geay (01.52.05) précise que cette évaluation inclut les cinq contrats territoriaux opérationnels en vigueur sur la zone humide du Marais poitevin. Le 15 novembre dernier, le comité de pilotage d'élaboration du projet de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour l'évaluation du CT cadre a donné un avis favorable.

Monsieur Arthur Boidron (01.53.13) précise que le CT cadre ne se rapporte qu'à la zone des marais. Le CT cadres et les CT opérationnels se coordonnent. Le CT cadre régit l'intégralité des contrats territoriaux dans un objectif de cohérence sur le territoire de la zone humide. Il doit être animé, il coordonne des études transversales et la création d'outils. Les CT s'évertuent à remettre en bon état les masses d'eau et assurer le bon fonctionnement de la zone humide via des travaux. C'est ainsi que des contrats de marais sont élaborés dans chacun des CT opérationnels.

Le CT cadre assure la coordination des CT opérationnels en mettant en place des orientations communes, en créant des principes de cohérence entre différents CT, et de conditionnalité des aides

financières. Les actions transversales se rapportent à l'intervention foncière et la mise en place des stratégies sur la zone humide, la communication et l'animation. Il est à l'origine de la création des outils communs nécessaires pour des suivis et bilans uniformes sur la zone humide. Les bilans dotent l'établissement d'une vision globale des travaux réalisés sur le Marais.

Tous ces différents axes sont transmis dans des fiches d'action par thématique, des outils communs, des études, des suivis et des acquisitions de connaissances, dans l'intervention foncière, dans la planification et la communication.

Les bilans du CT cadre et des CT opérationnels sont une photographie du Marais à l'instant T. Le cahier des charges de l'étude se base principalement sur le CCTP du bilan du CTMA cadre et sur le guide d'évaluation des CT de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne. Il s'appuie sur le résultat des actions menées au cours de la vie des CT. Le cahier des charges contient un volet technico-financier, un volet organisationnel et un volet technique. Les résultats de l'étude devront être conclus dès le milieu de l'année 2025.

Le volet technico-financier compare le bilan des actions engagées avec les actions prévues. **Le volet organisationnel** analyse l'organisation qui a eu cours dans les différents CT ainsi que l'animation entre les CT opérationnels et le CT cadre. **Le bilan technique** rend compte du fonctionnement de la zone humide, de l'état des masses d'eau, de l'impact des CT sur ces deux caractéristiques et de l'impact des règles de gestion de l'eau mises en place par l'EPMP et ses partenaires. Chaque volet devra faire l'objet d'un rapport final qui comprend l'analyse globale du fonctionnement de la zone humide, les réponses aux questions en direction du prestataire, une analyse critique pour la reprogrammation d'un accord de territoire nécessaire à l'élaboration de lignes directrices prioritaires. Une fiche de synthèse de 30 pages doit également être rédigée pour l'intégralité de l'étude.

Le suivi est réalisé à travers cinq réunions : deux comités de pilotage sont constitués la validation des deux premiers volets du bilan, puis celle du bilan global et du rendu final. Trois comités techniques se réuniront pour lancer le bilan et donner au prestataire sa feuille de route, pour cadrer le bilan technique et évaluer la proposition du prestataire, et enfin pour évaluer le bilan proposé. Le comité de pilotage et les différents CT opérationnels demanderont au prestataire des restitutions.

L'étude dure huit mois, car le bilan technique requiert que le comité aille sur le terrain pour récupérer les indicateurs nécessaires à la compréhension du fonctionnement de la zone humide. Les bilans technico-financiers et opérationnels sont réalisés au bout des trois premiers mois de l'étude. Le bilan complet doit être rendu à la fin du mois de septembre.

L'évaluation est estimée à 125 000 euros que l'Agence de l'eau finance à 70 %. À l'issue de celle-ci, de nouvelles priorités servant de base à l'accord territorial suivant seront définies. Les prémices de la nouvelle programmation pour les porteurs des CT opérationnels émergeront également.

Monsieur François-Marie Pellerin (02.01.51) interroge la cohérence et la typologie des différentes voies d'eau dans le Marais. Ces deux éléments impactent l'homogénéisation des conditionnalités de toutes les actions. Par ailleurs, il est regrettable que les trois départements aient adopté des stratégies différentes pour inventorier les cours d'eau. Des débats sans fin auraient pu être évités.

Monsieur Mélaine Aucante (02.02.58) annonce que le taux de financement de l'agence passe dans le 12^e programme de 70 % à 50 % pour le bilan évaluatif.

Monsieur Arthur Boidron (02.03.19) prend note de la précision sur le taux de financement. En ce qui concerne la numérotation et le classement des voies d'eau, une annexe du bilan du CTMA proposait la classification des voies d'eau dans la méthode commune.

Monsieur François-Marie Pellerin (02.04.20) précise que c'est la cartographie de la typologie harmonisée qui devrait être finalisée.

Madame Emmanuelle Dubée (02.04.33) en conclut que, pour la prochaine réunion du CA, il faudra préciser si l'action prévue a pu être maintenue et comment le différentiel de financement a pu être comblé. La délibération devant être mise aux voix, la façon dont le financement sera assuré doit être précisée.

Monsieur François Geay (02.05.07) explique que le coût qui figure dans le cahier des charges est une estimation. Un regard externe tous les six ans est néanmoins important, tant pour l'établissement que pour les porteurs de projet. L'EPMP devra donc assumer l'abaissement de la part de financement de l'Agence de l'eau. Un budget modificatif qui sera présenté en mars 2025 devra être réalisé.

Madame Emmanuelle Dubée (02.05.55) n'a pas compris le sens de l'interdiction de faire établir un devis avant de solliciter le financement de l'Agence de l'eau.

Monsieur Méline Aucante (02.06.08) précise qu'un devis ne peut pas être *signé* avant le dépôt de la demande.

Madame Emmanuelle Dubée (02.06.34) en déduit que l'annonce de l'abaissement du taux de financement de l'Agence de l'eau ne modifie en rien le cahier des charges qui peut être mis aux voix. Il est espéré que l'Agence de l'eau palliera ce moindre financement par des soutiens accrus dans d'autres dossiers.

Les administrateurs présents approuvent le cahier des charges de l'évaluation du CT Cadre 2020-2025.

Convention-cadre avec la SAFER Nouvelle-Aquitaine (délibération)

Monsieur François Geay (02.07.50) indique que la convention actuellement en vigueur sera échue à la fin de l'année. L'établissement souhaite son renouvellement afin d'accompagner sa montée en charge sur les dossiers fonciers qui requièrent une expertise fine, le foncier pouvant être un sujet sensible. L'expertise et les outils de la SAFER Nouvelle-Aquitaine sont particulièrement utiles pour ce faire.

Madame Marie Thimoléon (02.09.02) rappelle que la sollicitation des outils SAFER a permis à l'établissement de réaliser des échanges parcellaires conduisant à réorganiser l'occupation du sol de certains casiers hydrauliques afin de faciliter la mise en place des règles de gestion de l'eau. Ce partenariat a une dizaine d'années à présent. La nouvelle convention couvrira les cinq années à venir.

Les outils et les expertises de la SAFER qui intéressent l'établissement sont de trois ordres :

- La connaissance du territoire avec la possibilité de recourir à l'animation et aux expertises foncières préalables par une lettre de commande sur un périmètre donné. Ce volet comprend également la veille et l'observation foncière avec notamment l'adhésion au portail Vigifoncier ainsi que la maintenance du portail commun EPMP. Cette veille foncière couvre une cinquantaine de communes du Marais poitevin côté Nouvelle-Aquitaine pour un coût de 7 500 €. Côté Vendée, cette même veille foncière est activée pour un coût quasi équivalent.
- La maîtrise de ce territoire avec la possibilité de recourir au droit de préemption de la SAFER pour maîtriser le territoire. La SAFER peut négocier au nom de l'établissement, obtenir des promesses d'échange, ou établir des protocoles d'accord pour son compte, ou constituer des réserves foncières en vue d'échanges futurs.
- La gestion des parcelles acquises pour le compte de l'établissement, dont les locations temporaires.

En dernier lieu, la convention précise comment sont rémunérées les actions de la SAFER.

Madame Emmanuelle Dubée (02.12.37) met aux voix le renouvellement de la convention-cadre avec la SAFER Nouvelle-Aquitaine. Les administrateurs présents adoptent le renouvellement de la convention-cadre avec la SAFER Nouvelle-Aquitaine.

Animation des MAEC 2025 (délibération)

Madame Gaëtane Le Gourriec (02.13.05) présente le dossier :

L'animation des mesures agroenvironnementales et climatiques sur le territoire

L'EPMP est porteur de ce projet depuis 2015. Il construit et dépose les programmes agroenvironnementaux et climatiques des deux régions et il préside le comité de pilotage. L'animation est, depuis quelques années, confiée aux deux chambres d'agriculture et au PNR du Marais poitevin. Dans les faits, l'EPMP répond aux appels à projets relatifs à l'animation du dispositif agroenvironnemental. Cela permet de solliciter des subventions. Des conventions sont passées entre l'EPMP et les animateurs.

Les chambres d'agriculture effectuent l'animation technique. Celles-ci accompagnent les exploitants dans la réalisation des diagnostics d'exploitation, le détail des plans de gestion et la cartographie qui en découlent. Le PNR analyse, quant à lui, les enjeux environnementaux, il complète les plans de gestion réalisés par les chambres d'agriculture.

L'EPMP a répondu à un appel à projets pour l'animation du dispositif agroenvironnemental 2025 des Pays de la Loire. La Nouvelle-Aquitaine n'a pas lancé d'appel à projets cette année. Dans les Pays de la Loire, l'appel à projets se décline comme suit :

- Le financement est assuré à hauteur de 50 % par le ministère de l'Agriculture et à 50 % par l'EPMP.
- Les structures éligibles sont l'EPMP (l'opérateur) et les animateurs,
- Les dépenses éligibles sont : l'élaboration du programme agroenvironnemental, l'animation collective, l'accompagnement individuel des agriculteurs, la formation (obligatoire) des agriculteurs engagés au cours des deux années écoulées.

En 2025, il y a 249,5 jours d'animation prévus contre 366 en 2024. L'animation décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la programmation initiale. Les Pays de la Loire n'ont connu que 50 nouveaux dossiers pour 30 actualisations, et la Nouvelle-Aquitaine, seulement 15 nouveaux dossiers pour 15 actualisations.

Les dépenses se décomposent comme suit :

- Le coût de l'animation dans les Pays de la Loire s'élève à 69 228 euros ;
- Le coût de l'animation en Nouvelle-Aquitaine est de 27 452 euros ;
- Les formations engendreront 1 500 euros.

Si la DRAAF des Pays de la Loire valide la demande de l'EPMP, elle en financera l'animation à hauteur de 48 %, soit 33 482 euros. La part de financement fournie par l'EPMP s'élèverait à 37 745 euros. En l'absence d'appel à projets en Nouvelle-Aquitaine et compte tenu des sollicitations de la chambre d'agriculture et du PNR, l'EPMP financerait leurs animations pour 27 452 euros. L'EPMP serait donc sollicité pour un total de 65 197 euros contre 52 721 euros en 2024.

La délégation d'animation a nécessité l'écriture de deux conventions technico-financières qui lient l'EPMP et ses animateurs. Ces conventions fixent le cadre du partenariat, le mode d'accompagnement des agriculteurs, le partage des missions, le temps consacré à l'animation et son coût détaillé.

Monsieur Yves Le Quellec (02.20.35) trouve que les questions de fond de ce dossier sont de plus en plus déprimantes. L'existence d'une politique agroenvironnementale de l'État qui servirait d'appui à l'EPMP est incertaine. Il existe une dissymétrie entre les deux régions.

Le projet agroenvironnemental et climatique (PAEC)

Madame Gaëtane Le Gourriec (02.23.30) rappelle que ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique agricole commune de 2023 à 2027. Un plan stratégique national a défini des cahiers des charges déclinés

à l'échelle locale. Le plan implique la gestion des emplois budgétaires réalisés par les DRAAF. Pour ce faire, deux PAEC ont été ouverts en 2023 sur la biodiversité. Les objectifs retenus sont :

- Le maintien des prairies de Marais,
- La conservation du caractère humide,
- Le soutien de certaines pratiques agricoles favorables à la biodiversité,
- La conservation et la valorisation des habitats connexes,
- Le maintien des infrastructures agroécologiques,
- Le maintien des surfaces en prairie,
- Le maintien de l'habitat et des espèces d'intérêt communautaire,
- Une mise en synergie des mesures agroenvironnementales et climatiques avec les objectifs du stage, notamment la gestion des niveaux d'eau.

La zone humide et le site Natura 2000 représentent 112 000 hectares. La liste des mesures proposées est la suivante :

- Favoriser la préservation des prairies et des milieux humides,
- Favoriser la préservation des espèces animales et végétales inféodées aux surfaces en herbes,
- Favoriser les infrastructures agroécologiques (les fossés, les mares, la plantation des haies).

En 2024, il y a eu :

- 19 659 hectares engagés (l'objectif était de 21 035 hectares). En 2019, les surfaces contractualisées étaient de 22 142 hectares,
- Des contractualisations dans les milieux humides de niveau 1 supérieures au prévisionnel. Celles de niveau 4, comme la création des prairies et la protection des espèces, ont été fortement sollicitées. La mesure en milieu humide de niveau 2 a peut-être été surestimée,
- Une attractivité pour les nouvelles mesures liées aux infrastructures agroécologiques,
- Treize sessions de formation.

Globalement, les mesures de 2024 ont été inférieures à celles de l'année 2019.

En 2025, l'EPMP s'inscrira dans la continuité du dispositif. Chacune des deux régions a connu un appel à projets auquel l'établissement a répondu la semaine du 18 novembre dernier.

Côté Pays de la Loire, le besoin recensé est de 2 110 hectares. Il est de 592 hectares en Nouvelle-Aquitaine. Ces surfaces intègrent un nombre assez important de réengagements. Le besoin financier des cinq années, que les DRAAF financent, est de 2 870 974 euros. Contactées, ces DRAAF permettent au CA de modifier le besoin en surface et, par conséquent, les appels à projets auxquels l'établissement a répondu récemment.

Monsieur Julien Barré (02.32.51) de la DRAAF des Pays de la Loire confirme l'utilité d'un projet pour l'ensemble des PAEC déposés pour la région Pays de la Loire. De moins de 50 millions d'euros, les crédits disponibles peinent à satisfaire la demande qui, elle, s'établit à environ 70 millions d'euros en 2025. En février 2025, la CRAEC (commission régionale agroenvironnementale et climatique) devrait se pencher sur les différentes demandes.

Madame Bénédicte Genin (02.34.02) de la DRAAF de la Nouvelle-Aquitaine souhaite revenir sur les mesures agroenvironnementales et climatiques en elles-mêmes. Il est important de rappeler que le Marais poitevin a toujours été considéré comme un territoire à privilégier. À elle seule, la Nouvelle-Aquitaine a perçu 4,5 millions d'euros de crédits en 2023 et près de 700 000 euros en 2024, alors que le budget subissait d'importantes restrictions. En réponse à la précédente intervention de Monsieur Le Quellec : Il existe bel et bien une politique publique en matière de MAEC. Grâce à cette politique publique, le Marais poitevin n'a pas connu de demande d'insatisfaction en ce qui concerne la contractualisation.

Aujourd'hui, à l'issue du bilan des appels à projets, il apparaît que 10 millions d'euros de crédit ne sont pas encore répartis entre les financeurs, tandis que la demande s'élève à 15 millions d'euros. La forte contrainte sur les mesures impacte forcément l'animation. En Nouvelle-Aquitaine, l'enveloppe pour l'animation est répartie entre les MAEC et la biodiversité. Dès le début de la programmation, il avait été indiqué que les crédits du ministère seraient consacrés au bon démarrage de l'animation des MAEC. Un tel effort ne peut toutefois pas être maintenu. Des échanges entre les financeurs sont cependant en cours. Il existe de potentiels nouveaux financeurs. Il est donc prudent que l'EPMP engage une partie de ses fonds propres dans le financement de l'animation.

Une CRAEC le 10 décembre prochain apportera peut-être d'autres éléments d'information. Toujours est-il que le contexte budgétaire est aujourd'hui contraint, bien qu'il y ait eu une forte vague de contractualisation au cours des deux premières années de la programmation.

Madame Emmanuelle Dubée (02.37.56) estime envisageable de communiquer aux administrateurs les résultats des arbitrages, quels qu'ils soient, lors de la prochaine réunion du CA. Compte tenu du rôle important joué par les MAEC dans le Marais, elles devraient se poursuivre aussi longtemps que possible. Les efforts de financement consentis jusque-là sont louables.

Monsieur Yves Le Quellec (02.38.54) reconnaît la complexité du financement des MAEC, dans le contexte budgétaire actuel. Il n'en demeure pas moins que certains éléments mettent l'EPMP en porte à faux. Autrefois, un PAEC unique couvrait la totalité du périmètre du Marais. Aujourd'hui, l'existence de deux PAEC n'apporte pas suffisamment de cohérence. Les comités de pilotage ont mentionné des difficultés quand des parcelles d'une même exploitation relèvent de PAEC différents. Les plafonds et les modes de calcul étant différents, la crédibilité de l'EPMP est mise en doute. Pour ce qui est des Pays de la Loire, pourquoi le site classé n'est-il pas inclus dans le périmètre du PAEC alors qu'il se superpose à Natura 2000 ?

Madame Gaëtane Le Gourriec (02.42.16) pense que le site classé est déjà intégré au PAEC. Elle fera des vérifications.

Madame Emmanuelle Dubée (02.42.47) propose de répondre à Monsieur Le Quellec par email sans attendre la prochaine réunion du CA.

Madame Gaëtane Le Gourriec (02.43.07) lui répondra.

Madame Emmanuelle Dubée (02.43.13) met aux voix le projet d'animation des MAEC ainsi que la part de financement de l'EPMP pour en assurer le maintien. Les fonds propres de l'établissement seraient sollicités à hauteur de 22 000 à 23 000 euros. Il s'agit là d'une mission clairement dévolue à l'EPMP en vertu des textes qui régissent son fonctionnement. Les administrateurs présents adoptent le projet d'animation des MAEC ainsi que la part de financement de l'EPMP pour en assurer le maintien.

Appels à projets des PAEC Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire 2025 (FMD) (délibération)

Madame Emmanuelle Dubée (02.44.38) met aux voix l'autorisation accordée à l'EPMP de répondre aux appels à projets des PAEC de la Nouvelle-Aquitaine et du Pays de la Loire en 2025. Par une majorité de voix contre deux abstentions, les administrateurs présents accordent à l'EPMP l'autorisation de répondre aux appels à projets des PAEC de la Nouvelle-Aquitaine et du Pays de la Loire en 2025.

Conventions annuelles 2025 d'animation Natura 2000 (délibération)

Madame Gaëtane Le Gourriec (02.45.22) explique que l'EPMP demeure l'opérateur du site Natura 2000. Il en préside donc les comités de pilotage, il en élabore le document d'objectifs et s'assure de sa mise en œuvre. L'animation du site est confiée au PNR. Pour ce faire, une convention qui s'appuie sur une convention triennale cadre a été rédigée. Elle porte sur l'application du dispositif et sur la mise en place de supports de communication.

En 2025, il est prévu 310 jours d'animation par le PNR. L'animation et la communication nécessiteront 46 jours, l'assistance technique 130 jours, le suivi et l'amélioration des connaissances 89 jours, et l'assistance administrative 45 jours. En 2024, le PNR s'était vu attribuer un total de 290 jours. Ce dernier justifie ce besoin croissant de jours par la nécessité de renforcer toutes ses missions. Le volet communication requerra 4 735 euros pour corédiger la lettre annuelle Natura 2000 diffusée en 1 500 exemplaires en 2024.

Madame Emmanuelle Dubée (02.48.08) met aux voix le projet des conventions annuelles 2025 d'animation Natura 2000. Les administrateurs présents adoptent le projet des conventions annuelles 2025 d'animation Natura 2000.

Fonctionnement de l'établissement

Mise en place des bulletins de salaire dématérialisés (*délibération*)

Monsieur François Geay (02.48.26) présente cette délibération réglementaire. La dématérialisation des bulletins de paye est déjà effective dans d'autres services de l'État. Elle a été présentée à l'équipe de l'établissement en présence de représentants du personnel. Il n'y a pas eu d'opposition.

Monsieur Elmano Martins (02.49.11) demande ce qu'il adviendrait de la dématérialisation en cas de refus du personnel.

Madame Emmanuelle Dubée (02.49.22) répond que la dématérialisation s'imposerait. Celle-ci est en outre bien plus pratique. Les bulletins de salaire sont stockés en ligne et le collaborateur peut y accéder à sa guise. Il pourra les y retrouver même après avoir changé de poste ou d'employeur.

Monsieur François Geay (02.49.45) indique que les bulletins de salaire seront disponibles sur le site ensap.gouv.fr.

Madame Emmanuelle Dubée (02.50.10) met aux voix la dématérialisation des bulletins de salaire. Les administrateurs présents adoptent la dématérialisation des bulletins de salaire.

Questions diverses

Les drainages effectués en Charente-Maritime

Monsieur Jérôme Lafond (02.50.36) de la DDTM17 explique que, depuis juillet 2023, les deux exploitants que le tribunal avait condamnés à des travaux de remise en état les ont effectués. Les administrateurs peuvent interroger la DDTM de la Charente-Maritime à tout moment sur ces questions. Les suites ou les mises en demeure d'affaires plus anciennes n'ont pas encore été effectuées. La DDTM actionne tous les leviers disponibles pour aboutir soit à une régularisation en cas d'engagement des exploitants, soit à une remise en état selon les conditions imposées par le code de l'environnement.

Madame Emmanuelle Dubée (02.51.53) perçoit de légères avancées. Le calendrier des futures actions de l'État peut être présenté afin d'anticiper d'autres questions légitimes.

Monsieur Yves Le Quellec (02.52.32) insiste pour que le CA soit tenu au courant de l'évolution de ces dossiers, car, en 2013, l'État avait acté, devant ce dernier, une doctrine en matière de drainage agricole dans le périmètre de la zone humide.

Présentation du projet Life « Maraisilience »

Monsieur Pascal Duforestel (02.54.06) déclare que l'histoire du PNR et son rapport particulier aux crises (notamment la tempête Xynthia) le légitiment pour engager ce travail collectif. Il a été sélectionné par

l'Union européenne dans le cadre de son programme sur la gouvernance du climat. L'enjeu consiste à entraîner un maximum d'acteur dans la question du changement climatique.

Le programme sera lancé le 17 décembre 2024 pour une durée de quatre ans. Les équipes qui en assureront le suivi ont déjà été engagées. De nombreuses discussions sont en cours pour attirer le plus de financeurs possible. Le programme nécessitera 3 millions d'euros. L'Union européenne a déjà promis de contribuer à hauteur de 1,6 million d'euros. L'Ademe a promis de financer le programme pour 315 000 euros, la région de la Nouvelle-Aquitaine a voté une contribution de 50 000 euros. La contribution de l'Agence de l'eau est attendue en toute confiance. La préfète des Deux-Sèvres a également réuni des acteurs susceptibles d'aller au bout de la chaîne de prévention sur les questions climatiques. Il s'agit des mutuelles niortaises (MAIF, MACIF, le groupe IMA) qui contribueront à hauteur de 100 000 euros chacune. Les mutuelles de Poitiers et de DARVA accompagneront également le programme. Tous ces acteurs mutualistes contribuent pour plus de 400 000 euros. Leur participation concourt à l'assurabilité du territoire et de ses acteurs.

Les bénéficiaires du programme sont en cours de coordination. Il s'agit des six intercommunalités du territoire, d'un syndicat gemapien et de l'Université de La Rochelle.

Les débouchés du programme sont regroupés en trois volets :

- L'Observatoire du climat, qui est le pendant de l'Observatoire du patrimoine naturel. Il dotera le territoire de données qui lui sont propres, qui sont transverses et qui regroupent l'ensemble des études existantes (météorologie, captation du carbone et autres initiatives citoyennes).
- L'expérimentation pour voir si les actions de désimperméabilisation et de prévention d'aménagement contribuent ou pas à l'adaptation au réchauffement climatique ou à son atténuation, et comment. Les secteurs agricoles, mutualistes et d'autres seront les partenaires de ces expérimentations.
- L'acceptation sociale pour que les dynamiques citoyennes accompagnent le projet. Pour ce faire, divers ateliers devront être mis en place et l'expertise acquise devra irriguer toutes les strates de la population du Marais poitevin. Plus de 200 actions citoyennes sont donc prévues. L'expérience pourrait être répétée dans d'autres grandes zones humides d'Europe, comme le veut le programme européen.

L'année 2028, la dernière année du programme, sera l'aube du renouvellement du label du PNR.

Calendrier des prochaines réunions

Monsieur François Geay (03.01.51) annonce :

- La réunion du comité de pilotage des PAEC du Marais poitevin pour le 3 décembre 2024,
- La réunion annuelle GTG1 (groupe de travail géographique) pour le 10 décembre 2024,
- La réunion pour le règlement sur l'eau des deux biefs Bazoin et Carreau d'Or pour le 12 décembre 2024,
- La réunion du comité de pilotage Natura 2000 pour le 23 janvier 2025,
- Une réunion d'équipe conjointe avec le PNR pour le 16 décembre 2024,
- La prochaine réunion du CA pour le 11 mars 2025 (les deux réunions suivantes du CA auraient lieu le 3 juillet et le 27 novembre 2025).

Monsieur Philippe Gouteyron (03.03.42) annonce la possible tenue, à la fin du mois de décembre, de la conférence nationale sur l'eau, que le Premier ministre a annoncée. Cette conférence serait organisée à l'échelle des bassins et des sous-bassins. Les administrateurs et l'équipe de l'EPMP seraient donc prochainement sollicités pour contribuer aux débats qui seront engagés.

Madame Emmanuelle Dubée (03.04.25) remercie tous les participants à la réunion. La séance est levée.

Le secrétaire de séance

Signé électroniquement par :
François Geay
Date de signature : 12/09/2025
Qualité : Directeur de l'établissement
Public du Marais Poitevin

François GEAY

La présidente de séance



Emmanuelle DUBÉE